

# MISE À JOUR BUDGÉTAIRE 2011 – COLOMBIE-BRITANNIQUE

## Services économiques TD



8 septembre 2011

### L'ABOLITION DE LA TVH RETARDERA LE RETOUR DES SURPLUS EN C.-B.

#### Faits saillants

- Le gouvernement de la Colombie-Britannique envisage dorénavant un déficit de 458 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014, comparativement au retour des surplus qu'il avait prévu dans son budget de mai.
- L'abolition de la TVH afin de retourner au régime de la TPS/TVP aura pour incidence cumulative une perte nette de 2,3 milliards de dollars sur trois ans, le remboursement des paiements de transition obtenus du gouvernement fédéral comptant pour plus de la moitié de la perte.
- La province prévoit maintenant une croissance du PIB réel de 2,3 % pour 2012, en baisse comparativement à 2,6 % en mai, en raison de l'incertitude économique. Les économistes du secteur privé ont également modifié leurs prévisions dans le même sens pour cette période.
- Les perspectives de croissance du PIB en 2011 demeurent inchangées à 2,0 %.

En Colombie-Britannique, le processus d'abolition de la taxe de vente harmonisée (TVH) a atteint un point culminant le 8 septembre, quand le ministre des Finances, Kevin Falcon, a présenté une mise à jour fort attendue de la situation budgétaire de la province, y compris un premier coup d'œil sur la réalité post-TVH. L'abolition de la TVH, en vigueur depuis deux ans, pour retourner à l'ancien régime de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente provinciale (TVP), représente un défi économique et budgétaire pour la province.

#### La TVH en Colombie-Britannique : un long feuilleton

De juin à août, 1,6 million de Britanno-Colombiens ont voté par la poste, dans le cadre du référendum sur la TVH. Il s'agit d'un taux de participation quasi identique à celui de la dernière élection provinciale. Près de 55 % des personnes ayant voté se sont prononcées en faveur de l'élimination de la TVH et du rétablissement de la TPS conjointement avec la TVP.

Comme en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, l'objectif initial de l'adoption de la TVH en Colombie-Britannique était de combiner la TPS (fédérale) et la TVP (provinciale) afin de simplifier le processus de taxation et de réduire le fardeau fiscal des entreprises, en plus d'élargir l'assiette fiscale en matière de taxes de vente. La TVH est entrée en vigueur en 2010, mais son impopularité a entraîné la tenue d'un référendum dont le résultat a force exécutoire.

SITUATION BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT DE LA C.-B.					
(en millions de \$ CA)					
	Actuel	Est.	Mise à jour de sept.		
Année Fiscale	09-10	10-11	11-12	12-13	13-14
<b>RECETTES*</b>	37,521	39,893	41,173	42,153	44,041
Variation en %	-2.1	6.3	3.2	2.4	4.5
<b>DÉPENSES*</b>	39,300	41,008	41,856	42,535	43,593
Variation en %	2.8	4.3	2.1	1.6	2.5
<b>Provision budgétaire</b>	0	150	350	350	350
<b>Incidence du retour à la TPS/TVP</b>	0	0	-1,633	-71	-610
<b>Surplus/déficit (-)</b>	-1,779	-1,265	-2,778	-805	-458
% du PIB	-0.9	-0.6	-1.3	-0.4	-0.2
<b>Dettes suppl./contrib.</b>	31,169	33,388	36,872	39,842	41,510
% du PIB	16.3	16.4	17.2	18.0	18.0

Source : Min. des Finances (C.-B.) Prévisions du PIB : Services économiques TD

Comme l'a indiqué le ministre Falcon dans son premier rapport trimestriel, le gouvernement doit maintenant franchir deux étapes : 1) tourner le dos à la TVH et retourner à l'ancien régime de la TPS/TVP; 2) rembourser la somme de 1,6 milliard de dollars obtenue du gouvernement fédéral en paiements de transition pour faciliter l'adoption de la TVH.

Ces deux étapes auront une incidence économique et budgétaire sur la province. Le fait de recommencer à percevoir une taxe sur les intrants d'entreprise représente une baisse de compétitivité à long terme. De plus, le retour à l'ancien régime de taxes entraînera une fluctuation de certains indicateurs économiques, comme les ventes au détail et l'inflation. Toutefois, nous croyons que cette situation ne durera pas et qu'elle n'aura aucune incidence sur le taux de croissance annuel de la province. Le remboursement du gouvernement fédéral aura des répercussions beaucoup plus importantes. Au moment où les économies nationale et provinciales entrent en zone de turbulence, le fardeau de cette imposante dette se fera sentir dans la province.

### Revue à la baisse des hypothèses économiques

L'abolition de la TVH n'est pas le seul changement important compris dans la mise à jour de septembre par rapport au budget de mai. Dans l'intervalle de cinq mois, l'accroissement de l'incertitude économique et financière a incité le gouvernement de la Colombie-Britannique à entrevoir des perspectives à court terme moins encourageantes. La province avance maintenant une hypothèse de croissance du PIB réel de 2,3 % pour 2012, en baisse comparativement à une hypothèse de 2,6 % en mai. Cette revue à la baisse coïncide avec celles d'autres prévisionnistes du secteur

HYPOTHÈSES DE PLANIFICATION ÉCONOMIQUE EN C.-B.				
Variation annuelle en pourcentage				
Année civile	2011	2012	2013	2014
<b>Croissance PIB réel</b>		Prévisions		
Mise à jour de sept.	2.0	2.3	2.4	2.4
Budget de mai	2.0	2.6	2.7	-
<b>Croiss. PIB nominal</b>		Prévisions		
Mise à jour de sept.	4.2	4.4	3.7	4.2
Budget de mai	4.1	4.9	4.8	-
<b>Croissance emploi</b>		Prévisions		
Mise à jour de sept.	1.7	0.7	1.5	-
Budget de mai	1.4	1.8	1.7	-

Source : Ministère des Finances de la Colombie-Britannique

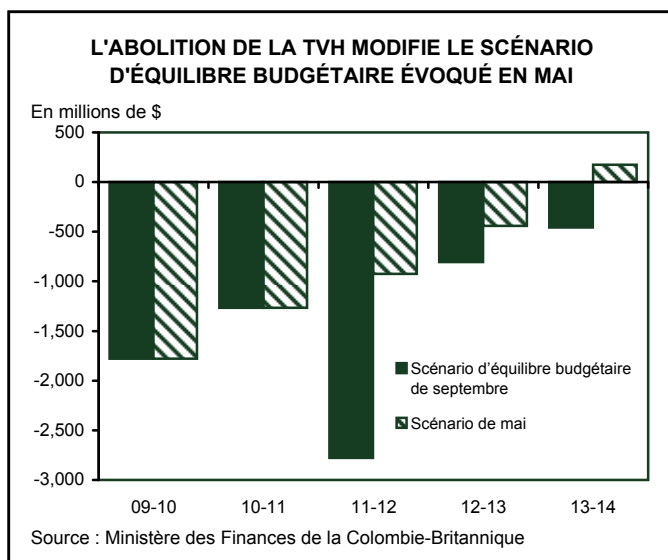
privé, y compris les nôtres, pour cette période. Toutefois, les perspectives de croissance du PIB en 2011 demeurent inchangées, à 2,0 %.

Par ailleurs, une nouvelle récession aux États-Unis et la crise de la dette européenne constituent les principales menaces évoquées dans la mise à jour sur l'économie de la Colombie-Britannique. On y mentionne brièvement un ralentissement de la demande asiatique pour les produits de la province, ce qui concorde avec la récente revue à baisse des perspectives de croissance en Asie pour 2012 et 2013 des Services économiques TD. La volatilité des prix des produits de base et de l'énergie est également une préoccupation pour la province, mais cela est presque toujours le cas.

### Incidence négative sur l'équilibre budgétaire

Le retour au régime de la TPS/TVP entraînera une perte nette de 2,3 milliards de dollars sur trois ans pour le gouvernement de la province, selon ses propres estimations. La majeure partie de ce montant devra être affectée au remboursement des paiements de transition à la TVH obtenus du gouvernement fédéral (1 milliard de dollars pour des paiements reçus et 0,6 milliard de dollars pour des paiements à recevoir). C'est sans compter la perte de recettes fiscales liées à la taxe de vente (0,8 milliard de dollars) et d'autres incidences (0,3 milliard de dollars). Par contre, le gouvernement économisera environ 0,5 milliard de dollars, car il ne remplacera pas l'allègement fiscal que représentait la TVH, pour les salariés à faible revenu, consenti au moyen de crédits de base personnels ou d'autres mesures.

Le budget de mai prévoyait un retour des surplus en 2013-2014. Depuis, les prévisions du taux de croissance annuel moyen pour les deux prochaines années sont passées de 3,3 % à 2,8 %, et le gouvernement sera aux prises



avec un déficit de 458 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014. Bien qu'il s'agisse d'un déficit relativement peu élevé, qui représente moins de 1 % du PIB nominal, la province tiendra des consultations publiques afin de cibler des économies possibles en vue de parvenir à équilibrer son budget pour cet exercice.

Ce glissement vers des déficits un peu plus importants entraînera une augmentation graduelle de la part du fardeau de la dette portée par les contribuables de la province, la faisant passer de 36,8 à 36,9 milliards de dollars. Malgré cela, la Colombie-Britannique continue de se comparer

favorablement à d'autres provinces. Son ratio dette nette/PIB se situe autour de 18 % pour 2011-2012, ce qui la situe fermement au centre du peloton, comme l'illustrent les tableaux des Services économiques TD sur l'équilibre budgétaire du gouvernement et sur la dette nette.

En dépit du choc combiné de l'abolition de la TVH et de l'accroissement de l'incertitude, le gouvernement continue de présenter des perspectives sur la croissance du PIB inférieures aux prévisions unanimes ainsi que les provisions budgétaires établies dans son budget de mai.

*Jacques Marcil, économiste principal*  
416-944-5730

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD à l'intention des clients du Groupe Banque TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.